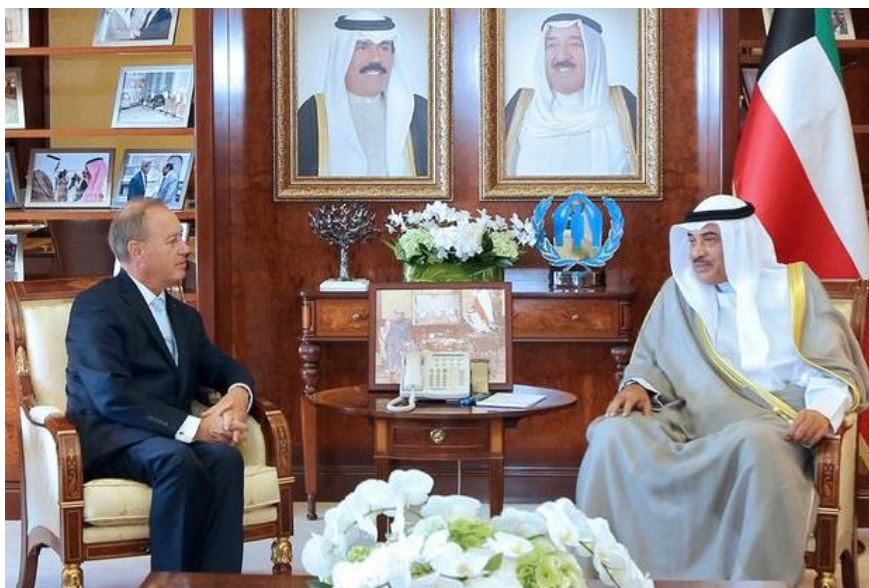


Tendances

Depuis le début de la crise, [la France n'a pas osé parler de médiation](#) en annonçant la nomination de l'Ambassadeur Bertrand Besancenot comme émissaire dans le [conflit qui oppose le Qatar au camp saoudien](#). Une médiation implique une action soutenue et coordonnée entre les parties concernées avec des objectifs et des moyens clairement identifiés. Elle implique aussi une volonté politique d'assumer une telle médiation et une coopération de toutes les parties concernées. Ça n'a jamais été le cas pour la France.



Besancenot, qui a été longtemps en poste au Qatar et en Arabie saoudite, [maintient le contact](#) dans le Golfe, avec plus ou moins de régularité. Surtout, il fait remonter l'information vers l'Elysée et le Quai d'Orsay. Pas de médiation française donc, même lorsque les autres médiations arabes (celle menée officiellement par le Koweït ou celle que tentent de mener de manière plus discrète les Omanais) et internationales (la médiation américaine principalement) sont en surchauffe comme c'est le cas depuis quelque temps déjà. Pour la France, l'objectif a toujours été d'éviter une détérioration incontrôlable des rapports entre le Qatar et le camp adverse, qui aurait un impact direct ou indirect sur les intérêts français.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN



Le Président américain Donald Trump, qui accusait en juin 2017 le Qatar de financer le terrorisme, fait volte-face et **favorise désormais un règlement interne à la crise**. Il le répète à ses interlocuteurs arabes qu'il reçoit à la Maison Blanche ou qu'il contacte régulièrement, et auxquels il promet un sommet du Conseil arabe de Coopération du Golfe à Camp David pour officialiser leur entente. Son Secrétaire d'Etat Mike Pompeo, qui vient de se rendre en Arabie saoudite dans le cadre de sa tournée moyen-orientale, ne semble pas disposé à trop s'impliquer personnellement dans la gestion de cette crise dont Washington redoute plus que jamais aujourd'hui les implications sur ses intérêts géopolitiques régionaux. **Pour le nouveau Secrétaire d'Etat, comme pour Trump d'ailleurs, la crise n'a que trop duré et doit être réglée par un dialogue interne, à moins qu'une intervention extérieure ne devienne indispensable.**



Pour le Pentagone et l'USCENTCOM, qui ont pris part à la première session du Dialogue stratégique entre Doha et Washington en janvier dernier, et qui ont reçu la visite de l'Emir Tamim Ben Hamad Al Thani lors de sa visite officielle aux Etats-Unis, la base d'al-Udeïd (d'où sont partis les B-1 Lancer engagés dans l'opération Hamilton) demeure une plateforme stratégique pour leurs intérêts et pour leurs moyens de projection. Ainsi, à ce jour, la tolérance à l'égard des dirigeants du Qatar et à l'égard de la crise elle-même semblait surtout dépendre de la capacité des Forces armées américaines à gérer, sans contraintes, leurs opérations à partir d'al-Udeïd. Cela est en train

d'évoluer. **L'Iran et les tensions saoudo-iraniennes autour du deal nucléaire motivent désormais la détermination américaine à contenir et régler ce conflit.**

La déstabilisation du CCG, conçu par les Américains comme rempart à l'offensive iranienne et comme un des piliers prévus pour remplacer indéfiniment l'allié iranien qu'ils venaient de perdre avec la révolution khomeyniste, constitue une ligne rouge pour Washington. Malgré les promesses de Doha de rester engagé militairement au sein du CCG (participation récente à l'exercice Gulf Shield-1 en Arabie saoudite et à la réunion CCG-CENTCOM à Riyad), et surtout d'élargir ses plateformes logistiques dans l'intérêt des Forces américaines (élargissement de la base d'al-Udeïd au profit des Américains), **Washington ne peut que s'inquiéter de la fragilisation de l'ensemble de son**

dispositif régional : déstabilisation du CCG en tant que projet d'intégration politique, économique et militaire, offensive iranienne en direction du Qatar, installation d'une base militaire turque dans l'émirat, rapprochement opportuniste entre le Qatar et la Russie, multiplication des incidents dans l'espace aérien qatari et dans les eaux du Golfe. Au-delà de la zone du Golfe, cette crise a des incidences sur d'autres scènes régionales : sur l'Irak (où Qataris et Turcs semblent jouer la carte anti-saoudienne et pro-iranienne), en Syrie, au Yémen, en Libye, en Tunisie, en Egypte, dans le Canal de Suez, dans la Corne de l'Afrique (où le Qatar et la Turquie se mettent en compétition avec l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Egypte), dans le Sahel (où Saoudiens et Emiratis soutiennent le G5), dans certains Etats d'Asie centrale et d'Afrique, sur le dossier des Frères Musulmans et de l'Islam radical, sur le marché de l'énergie, etc.



La crise du Golfe sort de son seul cadre interne au CCG ou interarabe. Pour les Etats-Unis, elle dépasse désormais les enjeux strictement militaires ou même économiques. Pour la France aussi, cette crise risque de devenir contraignante pour ses intérêts, stratégiques, militaires et économiques. Elle n'est pas neutre en tout cas pour une puissance moyenne qui peut être contrainte à choisir entre ses intérêts avec le Qatar et ses intérêts avec le bloc opposé. La France a réussi à rester au-dessus de la mêlée, justement en évitant une trop grande ingérence dans cette crise qui oppose ses principaux alliés arabes. Mais **cette crise est sortie de son contexte initial. Elle pourrait donc pousser la France à modifier sa stratégie.** Les Américains semblent bien plus impatients que les Français en tout cas, et ils pourraient finir par **imposer un règlement qui leur éviterait une perte sèche de leur investissement au Qatar et, surtout, au CCG et face à l'Iran.**

La suite du numéro 25 de la LettreM et ses autres rubriques (E-diplomacy ; La France vue par les 24 ; Grands contrats ; Spotlight) sont réservées aux clients de MESP. Des extraits des numéros précédents sont disponibles sur le site :

LettreM • Numéro 24 • 24 avril 2018	
LettreM • Numéro 23 • 10 avril 2018	LettreM • Numéro 22 • 27 mars 2018
LettreM • Numéro 21 • 13 mars 2018	LettreM • Numéro 20 • 27 février 2018
LettreM • Numéro 19 • 13 février 2018	LettreM • Numéro 9 • 12 septembre 2017
LettreM • Numéro 18 • 30 janvier 2018	LettreM • Numéro 8 • 29 août 2017
LettreM • Numéro 17 • 16 janvier 2018	LettreM • Numéro 7 • 15 août 2017
LettreM • Numéro 16 • 02 janvier 2018	LettreM • Numéro 6 • 1er août 2017
LettreM • Numéro 15 • 19 décembre 2017	LettreM • Numéro 5 • 18 juillet 2017
LettreM • Numéro 14 • 5 décembre 2017	LettreM • Numéro 4 • 4 juillet 2017
LettreM • Numéro 13 • 21 novembre 2017	LettreM • Numéro 3 • 20 juin 2017
LettreM • Numéro 12 • 7 novembre 2017	LettreM • Numéro 2 • 6 juin 2017
LettreM • Numéro 11 • 10 octobre 2017	LettreM • Numéro 1 • 23 mai 2017
LettreM • Numéro 10 • 26 septembre 2017	LettreM • Numéro 0 • 9 mai 2017

LettreM

MIDDLE EAST
Strategic Perspectives

Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 25 • 08 mai 2018

www.mesp.me

Geopolitical Risk

We draw on our combined expertise and an explicitly pragmatic approach to offer a unique understanding of the regional dynamics affecting your business.

Business Intelligence

We put our analytical skills to work to treat information and transform raw data into actionable intelligence giving you solid basis to make an informed decision.

Strategic Monitoring

We offer a round-the-clock scanning of your environment to provide you with a strategic advantage over your competitors, and to anticipate and manage risks.

Business Diplomacy

We help you devise a strategy to manage interactions with government and non-government stakeholders to seize new opportunities, minimize political risks, prevent potential conflicts and safeguard your image.